

2e assemblée de l'Association des autorités anti-corruption en Afrique

Le Gabon aux assises de Brazzaville

F.A.
Libreville/Gabon

LE président de la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI), Dieudonné Odounga Awassi, prend part, depuis hier, ce jusqu'au 28 avril 2017, à Brazzaville (Congo), à la deuxième conférence de l'Association des autorités anti-corruption en Afrique (AAACA) dont il est également, au nom du Gabon, le 2e vice-président. Les participants vont débattre des thèmes tels que

"le transfert illicite des fonds et le rôle des institutions de lutte contre la corruption en Afrique ; Banque mobile, Cyber fraude et les impacts sur la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent". Mais également l'objectif 16 du Programme du développement durable des Nations Unies. Il faut préciser que "l'objectif 16 de développement durable met l'accent sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, l'accès à la justice pour tous et le renforcement des insti-



Photo : Aristide Moussavou

Le président de la CNLCEI, Dieudonné Odounga Awassi, prend part aux assises de Brazzaville.

tutions responsables et efficaces à tous les niveaux". Les travaux de Brazzaville vont également être pon-

tués par l'élection du comité exécutif de l'AAACA. L'Association des autorités anti-corruption en Afrique (35 Etats membres) est née en 2013. Elle a son siège à Bujumbura (Burundi). C'est une organisation internationale indépendante, apolitique et à but non lucratif, avec pour objectif de rassembler les autorités anti-corruption pour promouvoir l'unité, la coordination et intensifier la coopération entre les États africains dans la prévention et la lutte contre la corruption et, cela, conformément aux

dispositions de la Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption et la Convention des Nations Unies contre la corruption. L'AAACA bénéficie de l'appui des donateurs et autres partenaires au développement comme l'Office des Nations unies contre la drogue et les crimes (UNODC), la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CENUA), la Banque africaine de développement (Bad) et le Conseil consultatif de l'Union Africaine sur la corruption.

Sitic Africa 2017

Le Gabon signe trois accords avec la Tunisie

MSM
Libreville/Gabon

DANS le cadre du Sitic Africa 2017 de Tunis, le Salon international des technologies de l'information et de la communication, le ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de l'Economie numérique et de la Communication, Jean Olivier Koumba Mboumba, a signé avec le ministre tunisien des Technologies, de la

Communication et de l'Economie numérique, Anouar Maarouf, un mémorandum d'entente dans le domaine de la poste, des technologies de l'information et de l'économie numérique. Ce mémorandum vise l'instauration d'un échange régulier d'informations, d'expériences et de compétences dans le domaine des services postaux, la promotion des échanges en matière de formation et de recherche et l'établisse-



Photo : D.R.

Le stand du Gabon au Sitic Africa 2017 de Tunis.

ment d'un mécanisme de concertation pour harmoniser les positions des instances et les organisations internationales spécialisées dans le domaine des TIC. Deux accords supplémentaires ont également été signés en marge de ce salon : un accord de coopération entre le technopole d'El Ghazala et l'incubateur de Libreville, puis un mémorandum d'entente entre la société gabonaise 'Logi-

ciels et Services' et la société tunisienne 'Proxym'. Par ailleurs, lors d'un entretien avec le responsable régional des TIC pour la Banque africaine de développement (BAD), le ministre délégué a évoqué la question d'un appui de la BAD relatif au financement de la phase III du câble numérique pour la zone sud entre Tchibanga, Gamba et Port-Gentil. Faisant le détail des avancées sectorielles - notamment l'accroissement de la

connectivité internationale avec l'adhésion au câble ACE - M. Koumba Mboumba a également évoqué les défis qui demeurent, tels que la réduction de la facture numérique, afin de favoriser la connectivité de l'ensemble de la population ou encore la construction - avec le concours de l'Union africaine - du premier point d'échange internet sous-régional d'Afrique centrale destiné à dynamiser le trafic internet.

Micro finance

EDG, puissance 15

F.A.
Libreville/Gabon

Après Makokou (Ogooué-Ivindo) en novembre dernier, l'établissement de microfinance de 2e catégorie, Epargne et développement du Gabon (EDG) vient de procéder à l'ouverture officielle de son quinzième point de vente à Kango, en présence des autorités locales.



Photo : F.A.

Photo de famille à l'issue de l'ouverture de l'agence EDG de Kango.

rassurer tout simplement de la fiabilité de l'établissement qui ouvre ainsi ses portes dans leur commune. Le directeur général adjoint d'EDG, Jean Robert Obiang Obiang, dans son propos, est revenu sur l'historique de cet établissement financier, avant de présenter les services disponibles à la clientèle dans ce guichet ouvert. Il s'agit du transfert d'argent sur le plan national et international, la domiciliation des salaires pour les employés du secteur privé, ainsi que les fonctionnaires, les agents de la main d'œuvre non permanente et les retraités. A la fin de son intervention, le DGA a tenu à préciser les raisons de l'installation de l'entreprise qu'il représente à Kango. Celle-ci « est une réponse favorable que nous apportons aux sollicitations qui nous ont été faites par certains clients, déjà domiciliés dans nos livres et travaillant à Kango d'une part et, d'autre part, (...) à l'offre des services financiers de proximité prônée par le gouvernement de la République. » EDG entend imprimer sa

marque dans le développement économique du Gabon en général, et de l'intérieur du pays en particulier. Précisons que EDG est un établissement de 2e catégorie, qui a vu le jour en septembre 2009, avec pour spécialité l'épargne et l'investissement. L'entreprise est présente aujourd'hui dans quatre provinces du Gabon, avec 80 emplois directs et plus de 100 emplois indirects. Avec un personnel composé, pour la plupart, des jeunes diplômés issus des grandes écoles gabonaises. Certainement le secret du dynamisme de l'entreprise: c'est l'un des rares établissements financiers de cette catégorie à disposer d'un siège bâti avec ses fonds propres, gage de fiabilité et de pérennité. Elle compte près de 16 000 clients, avec plus de 3 000 fonctionnaires, des agents de la main d'œuvre non permanente et des retraités. Après Kango, l'entreprise envisage, dans les prochains mois, d'autres installations dans les provinces du Haut-Ogooué, de l'Ogooué-Lolo et la Nyanga, a-t-on appris.

A CE PRIX LA, NE REGARDEZ PLUS LES MATCHS CHEZ VOTRE VOISIN

NOUVEAU PRIX

15 000 FCFA

LE DÉCODEUR

AU LIEU DE ~~20 000~~ FCFA

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

86 00

LES BOUQUETS CANAL+

100% de la communication locale selon votre opérateur fixe ou mobile. Tarif FCFA en option au 06 90 70 07 pour tout service supplémentaire à l'usage des abonnés à BRASON+ au 1017. Ne s'applique pas aux abonnés à l'étranger. Décodeur à 20 000 FCFA pour les autres formats. Le portable est offert. Pour plus d'informations et conditions, voir nos sites internet. Pour toute réclamation de votre fournisseur Agrip.